

Secours Islamique France (SIF)

Fondée en 1991, le SIF est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale à vocation sociale et humanitaire et agissant dans les domaines de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement, en France et dans le monde. Fort de 30 années d'expérience, le SIF est aujourd'hui un acteur humanitaire majeur en France et à l'étranger, et à ce titre totalement inscrit dans le tissu des ONG françaises et européennes.



"LES JEUNES SAHÉLIENS ONT LA PAROLE"

Ce document présente une analyse d'un sondage conduit en 2022 auprès de jeunes sahéliens sur leurs aspirations et perceptions quant aux facteurs de vulnérabilités qui limitent leur inclusion sociale et professionnelle.

Retrouvez ici le [sondage complet](#) et [son résumé](#).

Introduction

Contexte

Au cours de ces dix dernières années, la dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs pays du Sahel a largement contribué à la détérioration des conditions de vie des populations. La persistance de la violence et des conflits armés avec la présence de groupes terroristes, notamment dans la zone dite des « trois frontières » entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, a provoqué le déplacement forcé de 2,1 millions de personnes en 2021¹ selon l'UNHCR. Elle a aussi exacerbé les fragilités des populations déjà soumises à des crises multiformes : une crise socio-économique amplifiée par la pandémie de la COVID-19, une montée de l'instabilité politique symbolisée par les nombreux coups d'Etat ayant eu lieu dans plusieurs pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au cours des trois dernières années, mais aussi une crise climatique dont témoignent les périodes de sécheresse prolongée.

Parmi les populations les plus affectées, les enfants, catégorie particulièrement vulnérable, et les jeunes adultes figurent en première en ligne. Environ 63 % de la population sahélienne a moins de 24 ans, soit 230 millions de personnes, et entre 46 à 50 % des habitants ont aujourd'hui moins de 15 ans². Une proportion très importante de ces enfants et ces jeunes sont aujourd'hui hors école, hors formation et hors emploi. L'accès à l'éducation de base de qualité et aux formations professionnelles reste un défi majeur. Beaucoup d'enfants bénéficient uniquement d'un enseignement religieux au sein d'écoles coraniques traditionnelles.

¹ « La dernière décennie de conflits au Sahel a entraîné le déplacement de 2,5 millions de personnes », HCR, 2022

² Jean-Marc Pradelle et Lisa Verrière : « Au sahel, la jeunesse est un atout pour le développement », AFD, 2019

A cela s'ajoute les attaques contre les écoles et les enseignants : fin 2021, plus de 5 500 écoles étaient fermées dans le Sahel (3280 au Burkina Faso, 1621 au Mali, 611 au Niger) à cause de l'insécurité et 13 millions d'enfants étaient comptabilisés hors école³. Avec l'extrême pauvreté qui touche environ 80 % de la population du Sahel⁴, un nombre important d'enfants de 5 à 17 ans sont déscolarisés et sont astreints au travail afin de répondre aux besoins économiques du foyer⁵. Concernant l'insertion sur le marché du travail des jeunes, le marché de l'emploi est très restreint dans la zone pour le nombre existant de jeunes, avec très peu d'opportunités dans l'économie formelle.

Postulats

Dans ce contexte, l'inclusion sociale et professionnelle de la jeunesse est souvent perçue comme un enjeu de sécurité majeur : si exclue, elle pourrait être amenée à choisir la criminalité, le repli communautaire pouvant déboucher sur des violences, l'intégration dans des mouvements religieux ayant des discours de plus en plus contestataires aux pouvoirs publics, voire l'enrôlement dans des groupes terroristes qui recrutent dans le sahel.

La jeunesse représente aussi un enjeu de développement économique et social, et son exclusion n'impacte pas seulement les jeunes, mais également leur famille et leur communauté avec des répercussions à moyen et long terme. Ainsi, est reconnue une « jeunesse victime », qu'il faut protéger et dont il faut promouvoir l'insertion si l'on souhaite justement limiter les risques de marginalisation et de violences.

Présentation du sondage

Le Secours Islamique France a souhaité réaliser une enquête pour recueillir la voix des enfants et des jeunes sahéliens et avoir une meilleure compréhension

de leurs aspirations et de leurs perceptions quant aux facteurs de vulnérabilités qui limitent leur inclusion sociale et économique. Cette enquête s'est réalisée entre septembre et octobre 2022. Par le biais de l'institut de sondage OpinionWay, et soutenus par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français, nous avons interrogé 1597 enfants et jeunes, filles et garçons, âgés de 14 à 25 ans et issus de couches vulnérables du Sénégal, Mali et Burkina Faso à travers, d'une part, trois focus groupes et, d'autre part, une enquête quantitative. Les focus groupes conduits auprès de 24 enfants et jeunes ont permis dans un premier temps de dresser quelques tendances et d'élaborer un questionnaire, afin de pouvoir mener, dans un second temps, une enquête quantitative constituée d'entretiens directifs auprès de 1573 enfants et jeunes.

Ces jeunes vivent en zone urbaine, semi-urbaine et rurale à Dakar, Thiès, Kaolack, Saint-Louis, Ziguinchor pour le Sénégal ; Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou, Sikasso, Gao pour le Mali ; et Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Banfora, Ouahigouya, Dédougou pour le Burkina Faso. Les jeunes interrogés sont pour 38% des élèves, 30% sont sans emploi, ou s'occupent des tâches domestiques pour 9%, et 16% sont des ouvriers non qualifiés. Les ouvriers qualifiés sont 4% et les entrepreneurs ou gérants de commerces représentent 3% des répondants.

L'analyse de l'étude s'est articulée autour de huit thématiques :

- **Situation actuelle**
- **Changement climatique**
- **Éducation, emploi et réussite sociale**
- **Condition de vie**
- **Vie Communautaire**
- **Internet et les réseaux sociaux**
- **Insécurité**
- **Perspective d'avenir**

³ Rapport "Improve children's wellbeing and learning in Central Sahel", ECW, UNICEF, UNHCR, NRC

⁴ "Pour éliminer la pauvreté extrême en Afrique, la Banque mondiale doit donner la priorité au Sahel"

⁵ Rapport "Travail des enfants, estimations mondiales 2020", UNHCR, OIT

Les résultats de l'étude ont été présentés au colloque « *Enfance et jeunesse au sahel : facteurs d'exclusion, dynamiques d'inclusion*⁶ » organisé par le Secours Islamique France le 8 novembre 2022. Ils ont pu guider les échanges entre les autorités, les acteurs du développement et de l'humanitaire, et la société civile locale et internationale qui y étaient présents.

Il est important de noter que ce sondage avait pour objectif d'interroger les jeunes sur leurs perceptions et aspirations. Il ne représente pas, de ce fait, un travail de recherche académique sur l'inclusion des jeunes.

Analyse

Situation actuelle

Seulement 21 % des jeunes interrogés estiment bénéficier d'une situation favorable dans leur pays, avec un chiffre très faible pour les jeunes filles burkinabées (5 %). Les principales raisons exprimées sont le manque d'emploi et de moyens pour la jeunesse. Ces résultats font écho aux préoccupations des jeunes que sont le manque d'argent (72 %), la hausse des prix (60 %) et un manque de moyens pour financer les projets d'études et les formations (43 %). À cela s'ajoute la peur de l'insécurité (77 %) ou d'être victime de violence (32 %), ainsi que de la situation politique de leur pays (32%).

Les jeunes sahéliens perçoivent leurs situations comme entravées par des raisons économiques et financières, et sont préoccupés par l'insécurité à laquelle ils font face dans leurs pays.

Changement climatique

Un tiers des répondants (31 %) constate les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement, notamment à travers une hausse des inondations (18 %) et des répercussions sur la santé des populations (25 %). Ces impacts sont la cause d'inquiétudes qui affectent près d'un jeune sur deux.

Ainsi, 57 % des jeunes sahéliens estiment que la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement doivent être des priorités pour les pouvoirs publics.

Education, emploi et réussite sociale

Les résultats de l'enquête montrent que sur la tranche 14-17 ans, 44 % ne va dans aucune école, collège, ni lycée. Parmi les enfants déscolarisés, 30 % travaillent (moitié à temps plein, et moitié à temps partiel), 53 % d'entre eux sont en recherche d'emploi.

Plus de la moitié des répondants (55 %) estime que l'éducation scolaire que reçoivent les enfants et les jeunes est de mauvaise qualité dans leur pays. Cela à cause de l'inadaptabilité du système éducatif au marché de l'emploi, car trop axé sur la formation générale et théorique au détriment de la formation professionnelle et technique, et un corps enseignant perçu comme en sous-effectif, parfois non-qualifié ou mal encadré. Ce constat est source d'inquiétude pour 65% des jeunes interrogés pour qui l'accès à l'emploi est perçu comme difficile.

L'école n'est plus perçue comme une voie sûre garantissant un accès à l'emploi, ou tout simplement à une meilleure situation sociale, si elle n'est pas couplée à l'acquisition d'un diplôme, de l'expérience professionnelle et la possession d'un réseau de relations.

“ Nous avons le manque de compétences, manque de formation adéquate et manque de connaissance nécessaire pour accéder à l'emploi. ”

Étudiante, 22 ans, Burkina Faso

⁶ Colloque international organisé par le Secours Islamique France (SIF) au Sénégal : « *Enfance et jeunesse au Sahel : facteurs d'exclusion, dynamiques d'inclusion* »

Conditions de vie

Près de 6 répondants sur 10 affirment être inquiets des conditions de vie des jeunes dans leur pays. À noter que cette inquiétude est particulièrement élevée au Burkina Faso, surtout chez les catégories sociales les plus vulnérables et chez les filles. Le ressenti personnel des jeunes interrogés est quelque peu différent puisque la moitié estime leur condition de vie comme étant ni bonne ni mauvaise. Une tendance se dégage cependant chez les jeunes issus de zones rurales puisque 24 % qualifient leurs conditions de vie de mauvaises, contre seulement 13 % chez les jeunes vivant en zone urbaine.

Les principales raisons de ces mauvaises conditions de vie sont la promiscuité des familles, les inondations des quartiers ou encore un mauvais accès à l'électricité. La violence est perçue comme pouvant détériorer les conditions de vie des participants qui ont identifié la drogue, le vol ou encore les abus sexuels comme principales menaces.

L'inaccessibilité à l'eau potable et à l'électricité dans certaines zones reculées empêche les élèves d'étudier, et certains jeunes d'entreprendre. Néanmoins, ce qui est positif c'est que les jeunes urbains ont accès à l'eau potable, à l'électricité, et à de meilleurs centres de santé.

Étudiante, 22 ans, Burkina Faso

Vie Communautaire

66 % des jeunes ont exprimé un faible niveau d'engagement dans les actions de leurs communautés. Ils ne s'identifient pas comme preneurs

de décisions, et très peu participent à des activités associatives. 81 % perçoit un manque d'intérêt des autorités à leur égard, en particulier pour les jeunes sénégalais et burkinabés qui s'estiment exclus des décisions les concernant ou la cible de manipulation à des fins électorales.

Je pense que dans la plupart des cas ils ne tiennent pas compte de notre avis parce qu'ils pensent que nous n'avons pas atteint la maturité nécessaire pour résoudre certaines questions

Soudeur 17 ans Burkina Faso

Internet et les réseaux sociaux

Pour les jeunes, internet sert en priorité à s'informer (36 %). Dans un second temps, cela leur permet d'effectuer des recherches et faciliter la communication. Les réseaux sociaux sont perçus comme des lieux d'expression de leurs opinions, de leurs attentes et de leurs revendications. Cependant, ils s'inquiètent des risques liés à leur utilisation comme la divulgation de la vie privée, les arnaques ou encore la désinformation.

Nous sommes connectés en direct grâce à internet, nous recevons les informations instantanément, nous suivons les actualités, les buzz.

Élève, 17 ans, Mali

Insécurité

Les résultats précédents ont montré que les répondants appréhendent l'insécurité dont les sources sont multiples. Les violences physiques et sexuelles au sein des familles préoccupent 28 % des jeunes sahéliens. Ils sont 60 % à mentionner la délinquance juvénile, ex aequo avec le vol, tandis que 52 % redoutent les effets du djihadisme ou encore la violence entre jeunes pour 51 %. La délinquance juvénile est perçue à la fois comme dangereuse pour la société, mais également pour le jeune délinquant lui-même qui serait une cible vulnérable, dû à la précarité économique de la jeunesse, et facile à instrumentaliser pour certains mouvements djihadistes et gangs urbains. La montée du djihadisme inquiète particulièrement 83 % des jeunes burkinabés. 33 % des maliens et 42 % des burkinabés interrogés se sentent personnellement en insécurité, notamment à cause de l'instabilité politique, des attaques multiples et de la présence de djihadistes.

La base du djihadisme c'est de gagner l'argent, les djihadistes sont en train d'enlever les jeunes, il y'a beaucoup de jeunes qui refusent d'aller dans l'armée prétextant qu'ils vont se faire assassiner par les djihadistes, mais il y'a des jeunes qui deviennent aussi des djihadistes à cause de l'argent.

Etudiant, 22 ans, Mali

Perspective d'avenir

Les jeunes maliens et burkinabés espèrent davantage de paix et moins d'insécurité pour leurs pays, tandis que les sénégalais attendent une augmentation des emplois pour les jeunes. De manière globale, les jeunes restent optimistes quant à la situation de leurs pays dans le futur, cependant la moitié se révèle plus inquiète quant à son avenir personnel. Ils sont 76 % à souhaiter un travail

plus stable, notamment pour être en mesure d'aider leur famille financièrement, 53 % se voit fonder son foyer et 41 % acheter une maison.

Réussir, c'est quand on rêve d'une vie meilleure et qu'on a la volonté de faire sortir les parents de la pauvreté. Je donne un exemple : quand on vit dans un quartier inondé et qu'on travaille dur, qu'on gagne de l'argent et que l'on achète une belle villa pour héberger sa famille

Élève, 14 ans, Burkina Faso

Conclusion

Les résultats de cette étude montrent que les enfants et les jeunes souhaitent une amélioration des systèmes éducatifs et des formations professionnelles au Sénégal, Mali et Burkina Faso. Ces derniers sont perçus comme peu qualitatifs, notamment car ils ne permettent pas de s'insérer sur le marché du travail, ce qui est l'une des principales préoccupations des jeunes. Le nombre de répondants hors du système scolaire avant 18 ans reflète ce véritable enjeu que représente la qualité de l'enseignement.

Les conditions de vie des jeunes sahéliens inquiètent car elles sont perçues comme se dégradant, particulièrement chez les jeunes. Ceci fait émaner un sentiment d'insécurité et surtout une crainte d'être victime de violence, ou de voir les jeunes se tourner vers la violence et la criminalité par manque de ressources.

Les enfants et les jeunes sahéliens estiment que les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique. Ils mettent également en avant que ces derniers ne font pas suffisamment participer les jeunes aux décisions les concernant, ce qui peut créer un sentiment d'abandon de la jeunesse face aux pouvoirs publics.

Sondage réalisé avec :

“*opinionway*”

Avec le soutien de :



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



plaidoyer@secours-islamique.org

+33 1 60 14 14 14

www.secours-islamique.org

